

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 85

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2699 - Prix : 1€

Éditorial

Une classe dirigeante
et un système social à
renverser !

Déconfinement : le
gouvernement joue
avec le feu

Page 3

Une nouvelle crise
alimentaire en vue ?

Page 6

Ehpad : mortelle
rentabilité

Page 8

Coronavirus :
dans les entreprises

Pages 9 et 10

Guadeloupe

Pour les ouvriers de
la banane, les
conditions de travail
aggravées

Page 11

Sauver les vies, pas les profits

Une classe

dirigeante et un système social à renverser !



Une classe dirigeante et un système social à renverser !

Dimanche 19 avril, le Premier ministre a introduit son long satisfecit en déclarant : « *Nous avons réussi le confinement ensemble, nous allons ensemble réussir le déconfinement* ». De qui se moque-t-il ?

Les soignants ont été envoyés au front sans armes ni munitions pendant de longues semaines. Le personnel des Ehpad et les aides à domicile restent, pour la plupart, livrés à eux-mêmes. Les salariés qui ont continué à travailler le font souvent sans les protections élémentaires.

Quant au confinement, il plonge des millions de familles populaires dans des difficultés matérielles, financières et psychologiques insupportables. Il ne reproduit pas seulement les inégalités sociales, il les creuse. Les plus précaires ont tout simplement perdu leur gagne-pain. Les autres voient leur salaire amputé de 200 à 300 euros suite au chômage partiel, alors que leurs dépenses augmentent du fait, notamment, de la fermeture des cantines. Le gouvernement se targue d'aider les plus démunis, mais le fait est que les files s'allongent devant les Restos du cœur ou le Secours populaire en France !

Alors oui, les inégalités s'aggravent, y compris sur le plan scolaire où beaucoup d'enfants ont décroché. Macron et Blanquer prétendent que l'école rouvrira à partir du 11 mai pour les pallier. Là encore, ils nous mentent : cette décision a été arrachée par le grand patronat de façon à ce que les salariés soient libérés pour retourner se faire exploiter.

Philippe présente le confinement comme une « stratégie » réfléchie. Mais il navigue à vue depuis le début de la crise. Cette gestion erratique n'est pas uniquement due aux nombreuses inconnues soulevées par ce nouveau virus. Elle résulte aussi des pressions du grand patronat pour que la production reprenne au plus vite et elle est amplifiée par des décennies d'abandon des hôpitaux sacrifiés à la course à la rentabilité et à la financiarisation.

Si le confinement dure, c'est que l'État est incapable de dépister en masse pour isoler les malades et casser les chaînes de transmission. Comme il est incapable, au bout de trois mois de crise, de fournir les masques, les surblouses et les gants en quantité nécessaire.

Cette crise sanitaire révèle la faillite de toute l'organisation sociale et l'irresponsabilité de la bourgeoisie qui la dirige. Le grand patronat dispose des moyens industriels et des compétences pour produire ce dont on manque. Il emploie des ingénieurs habitués à résoudre des problèmes autrement plus complexes que de fabriquer des masques et des écouvillons pour les tests ! Il sait où trouver fournisseurs et matières premières. S'il en avait la volonté, il accélérerait les choses.

Eh bien non ! Les travailleurs, les exploités, « ceux qui ne sont rien » d'après Macron, démontrent tous les jours qu'ils savent se dévouer pour la collectivité. La bourgeoisie fait la démonstration inverse. Même en pleine épidémie, elle est aveuglée par ses intérêts égoïstes, ses parts de marchés et ses cours boursiers.

Cette crise sanitaire a déclenché une crise économique sans précédent. Comme pour toutes les crises, la bourgeoisie cherchera à la faire payer aux travailleurs. Elle fait pression depuis des semaines pour qu'ils reprennent tous le chemin des usines, quoi qu'il en coûte pour leur santé et celle de leur famille.

Dans nombre d'entreprises, elle a réussi à voler des jours de RTT, voire une ou plusieurs semaines de congés payés, alors même que l'État s'est substitué à elle pour payer, avec notre argent, le chômage partiel ! Et plus la crise se prolongera, plus les attaques seront dures.

Certains porte-parole patronaux anticipent déjà des plans de licenciements massifs et calculent le nombre des futurs « morts économiques », comme s'ils étaient tout aussi inévitables que les victimes du Covid. Ils font passer pour la fatalité ce qui n'est rien d'autre que la lutte de classe. Et s'il n'y a pas encore de traitement ni de vaccin contre le virus, les travailleurs ont, eux, le remède contre ces attaques patronales : ce sont leurs luttes collectives.

Au-delà des combats pour défendre leur vie au jour le jour, les travailleurs ont à se poser le problème de l'organisation sociale dans son ensemble. L'humanité finira par trouver la réponse au défi lancé par ce virus inconnu. Mais dans le cadre du capitalisme, on ne pourra pas éradiquer les maux aussi anciens que la misère et la précarité, le manque de logements, l'abandon des services utiles à la population, sans parler des crises et du sous-développement des pays pauvres.

Il s'agit d'un défi que seuls les travailleurs peuvent relever. Et ils le remporteront s'ils renouent avec le combat des générations anciennes visant à contester cette organisation basée sur l'exploitation et la domination d'une classe sociale.

Déconfinement : le gouvernement joue avec le feu

Dimanche soir 19 avril, Edouard Philippe a présenté ses principes pour le déconfinement. Ceux-ci n'ont rien d'original. Ils consistent avant tout au maintien des mesures barrières, à la détection des porteurs du virus, grâce à de nombreux tests, et à l'isolement de ceux-ci à domicile ou dans des hôtels. Pour les précisions, il faudra attendre le plan que le gouvernement a promis pour la fin du mois, une façon d'avouer qu'il n'en a pas vraiment.

Des mesures similaires ont été appliquées en Corée du Sud en mars et en Allemagne en avril et elles semblent bien avoir considérablement limité le développement de l'épidémie. Elles n'ont pas pu être appliquées en France car rien n'avait

été anticipé et il y avait pénurie de tests et de masques.

Ces pénuries ne sont pas réglées et rien ne garantit qu'elles le seront pour le 11 mai. La situation des masques reste caricaturale. Le premier ministre a expliqué que l'État parvient enfin à satisfaire les besoins hebdomadaires des soignants mais qu'il n'est toujours pas question d'en avoir pour les malades. Une production de masques « grand public » serait lancée pour permettre à la population d'en disposer... après le 11 mai, sans qu'aucune preuve scientifique de l'efficacité de tels masques existe.

Le confinement actuel est très imparfait. Le virus continue à se ré-

pandre dans les structures d'habitation collective comme les Ehpad ou les foyers d'hébergement. Beaucoup d'entreprises veulent redémarrer le plus vite possible. Tout cela risque d'entraîner une nouvelle explosion de la maladie au moment du déconfinement.

La question des transports publics paraît tout aussi inquiétante. Ils sont indispensables pour retrouver une activité économique normale mais ils sont bien souvent saturés, exposant les travailleurs quand ils se rendront au travail.

C'est sous la pression du patronat que le gouvernement décide, pas pour répondre à des impératifs sanitaires.

Masques : le patronat péi ne cache pas ses objectifs

L'évocation par le chef de l'État, dans sa dernière allocution télévisée, de la fin éventuelle du confinement à partir du 11 mai a rendu fébrile le patronat local.

Face à la pénurie de masques, le président du Medef Réunion, Didier Fauchard, a confié à la presse qu'il s'inquiétait de la défiance des travailleurs et de leur possible résistance à prendre le risque de se contaminer : « les salariés ont besoin d'être rassurés », a-t-il affirmé, « pour se remettre au travail dès le déconfinement ».

Or les masques disponibles sont en nombre notoirement insuffisant, même pour le personnel de santé. Alors comment faire ?

Didier Fauchard, jouant le bon samaritain, propose une solution : « il faut rapidement structurer les artisans couturiers de l'île », ajoutant « on va avoir besoin de ces masques au moins jusqu'à la fin de l'année ». Et de demander à l'État de faire homologuer les masques péi le plus vite

possible pour permettre la reprise du travail. Quelle qualité, quelle efficacité, quelle confiance pourra-t-on avoir après tant de mensonges à ce propos ? Et puis n'y a-t-il que la question des masques qui se pose avant toute reprise ?

Le patronat avance masqué côté jardin mais côté cour, là où ça compte, dans les entreprises les salariés subissent le chantage à l'emploi, au salaire, aux attaques sur les

congés etc. pour les inciter à reprendre le travail.

Car il s'agit de relancer la pompe à profits et pour ça le patronat n'attend pas.

Quel travailleur s'en étonnera d'ailleurs ? Masque ou pas masque l'exploitation du travailleur va continuer avec pour seule limite la capacité de notre classe à se faire craindre.

À TOUS NOS AMIS ET CAMARADES,

Dans cette période de confinement, notre bi-mensuel *Lutte ouvrière Île de La Réunion* fera tout pour continuer à informer de bien des choses que l'on ne trouvera pas dans les moyens d'information officiels, en défendant un point de vue communiste révolutionnaire. Mais il ne sera pas possible de le vendre sur les marchés. Il sera difficile aussi de le faire parvenir à nos abonnés et à tous nos amis.

Notre journal sera en tout cas disponible sur le site internet www.lutte-ouvriere.org à l'onglet "En régions". Il faut, plus que jamais, continuer à nous lire et à nous faire lire !

Politique criminelle

À La Réunion, la barre des 400 malades du Covid-19 a été dépassée cette semaine.

Même si le nombre de cas officiellement déclarés est en forte baisse, voire nul certains jours, les médecins s'accordent à dire qu'une nouvelle vague pourrait toucher La Réunion très prochainement.

Jusqu'ici, le gouvernement et l'ARS ont laissé le coronavirus se propager en ne fournissant pas en nombre suffisant à la population et aux personnes les plus exposées les

moyens de s'en protéger.

Le gouvernement a au contraire fait passer l'économie, c'est-à-dire les intérêts des capitalistes, avant la santé et la sécurité des travailleurs à commencer par le personnel des établissements de soins.

Macron dans son allocution a prétendu que des millions de masques ont été commandés et qu'ils vont arriver.

Quand ? Depuis le début, le gouvernement et l'ARS nous chantent le même refrain. Mais les masques et autres équipements comme les sur-

blouses pour les soignants se font toujours attendre. Ces travailleurs comme d'autres ont recours au système D : ils s'équipent par exemple de masques fabriqués en tissu. Et rien ne laisse espérer que le gouvernement va livrer les équipements nécessaires pour faire face à ces probables vagues à venir.

En revanche, Macron, Philippe sur ordre du patronat, veulent remettre au plus vite au travail ceux qui sont encore confinés.

Voilà leur priorité !

Charles-de-Gaulle : chair à virus

Après avoir tenté de la minimiser, l'état-major a bien été obligé de reconnaître l'étendue de la contamination par le Covid-19 à bord du porte-avions nucléaire Charles de Gaulle.

Sur un effectif total de 1 760 matelots à bord du navire, 1 046 ont été testés positifs. Vingt à trente se sont retrouvés hospitalisés. L'origine de la contamination reste incertaine. Il est possible que les marins aient été au contact du virus lors de leur escale à

Brest le 13 mars, trois jours avant que Macron n'ordonne le confinement.

Cette contamination massive aurait-elle pu être évitée ? D'après le témoignage d'un marin, le commandant du navire aurait proposé d'interrompre la mission à Brest afin de ne pas mettre en danger la santé de l'équipage. Cela aurait été refusé par le ministère des Armées, pour lequel ce genre de motif ne doit pas peser bien lourd...

Cette information a été démentie par le porte-parole de la Marine nationale. Une enquête interne a été ouverte. Mais qui peut croire que la Grande muette, surnom pas toujours mérité de l'armée, se mette à parler et à faire preuve de transparence sur ce point ? Pour ces officiers, généraux, amiraux et autres galonnés, mettre la vie de leurs hommes et des populations en danger n'est-il pas leur cœur de métier ?

Budget rectificatif : plan d'urgence pour les actionnaires

Vendredi 17 avril, le gouvernement a fait voter un deuxième budget rectificatif, reprenant l'ensemble des mesures de ces dernières semaines : 110 milliards d'euros prévus sont consacrés en quasi-totalité aux entreprises du secteur privé.

20 milliards d'euros sont consacrés à aider les entreprises dites stratégiques, au plus vingt très grosses sociétés Air France, Renault ou Valloirec, sans qu'aucune contrepartie ne leur soit demandée. Quant aux autres aides, les plus grosses entreprises en profiteront beaucoup plus que les petites. Ainsi la prise en charge du chômage partiel (24 milliards d'euros) est largement utilisée par les grands groupes. De même, les 5 milliards d'euros oc-

troyés aux gros exportateurs n'iront ni aux artisans, ni aux restaurateurs.

De même, les avances remboursables, les divers fonds de solidarité, les garanties de l'État pour les emprunts profiteront d'abord aux entreprises les plus solides, celles qui ont leur réseau et leur entrée privilégiée dans le circuit bancaire.

En comparaison, les 8 milliards d'euros consacrés à combattre directement l'épidémie semblent dérisoires. Il y a certes l'achat de matériel en urgence et le financement des mesures salariales annoncées pour les soignants. Mais c'est tout. Rien n'est prévu pour l'avenir, en matière d'embauches, de revalorisation salariale, ou de réouverture de lits.

Quant aux plus pauvres et plus fragiles, c'est inconvenant au regard des besoins. Le gouvernement a promis 150 € pour les titulaires du RSA et 100 € supplémentaires par enfant, et un petit coup de pouce de 100 € par enfant aux bénéficiaires d'APL. Mais on ne pourra pas cumuler les deux ! Le total de ces mesures d'urgence destinées aux plus démunis ne va pas dépasser 900 millions d'euros, soit 0,8 % du nouveau budget.

Les députés de la majorité LREM ont voté ce budget « d'urgence économique » comme un seul homme. Le Parti socialiste et les Républicains ont fait de même. La détresse dans laquelle plonge une partie de la population n'ébranle visiblement pas ces représentants du peuple.

Les patrons sous perfusion

Le président de la CCIR, Ibrahim Patel est satisfait des annonces faites par Macron en faveur des entreprises. Mais il en demande plus comme le font toujours les patrons.

En effet, Patel demande au ministre de l'économie Le Maire « un aménagement exceptionnel des mesures nationales pour La Réunion ».

Ainsi, il voudrait notamment que l'aide de 1500 euros promise par Macron soit étendue aux entreprises qui ne sont pas à jour de leurs cotisations sociales et fiscales, l'annulation de ces cotisations pendant toute la période de confinement. Il demande aussi un prêt de 30 000 euros pour la reconstruction de la trésorerie des entreprises en difficulté.

Quant aux super bénéficiaires que la grande distribution ou l'industrie agro-alimentaire (les conserveries par exemple) font en cette période de crise... Patel n'en dit pas un mot. Et surtout pas dans quels comptes en banque ils vont atterrir.



Dépenses alimentaires : la plongée dans la misère

Avec le confinement, de nombreuses familles populaires subissent une chute brutale de leurs revenus : perte de salaire liée au chômage partiel, perte d'un travail en intérim ou encore d'un « petit boulot » déclaré ou non, au point de ne plus pouvoir faire face aux dépenses de nourriture. Et ce, d'autant plus que celles-ci explosent avec l'augmentation des prix.

Dans certains départements, de ce fait, les Restos du cœur ont vu leur fréquentation bondir d'environ 30 % ces dernières semaines dans le départe-

tement de Seine-Saint-Denis, d'après un des responsables de l'association. Au Secours catholique aussi, le nombre de demandeurs augmente. En plus des bénéficiaires habituels, l'association voit arriver des personnes avec « de petits revenus, qui arrivaient à s'en sortir jusqu'à présent et qui, là, n'ont plus rien », explique Camille Hugues, déléguée du Secours Catholique en Seine-Saint-Denis. Et d'ajouter : « On sait que des adultes se sont privés pendant plusieurs jours pour que leurs enfants

puissent manger. »

L'arrêt de la cantine suite à la fermeture des établissements scolaires a aggravé les choses en supprimant pour de nombreux enfants ce qui était le seul repas journalier correct et économique.

Dans un pays pourtant riche, la précarité s'est ainsi aggravée au point que l'absence d'un repas à la cantine tourne à la catastrophe pour des centaines de milliers de familles ouvrières.

Le scoop de l'année

Devant la flambée des prix de certaines marchandises dans les grandes surfaces, le Préfet n'a rien trouvé de mieux à proposer que...le bouclier qualité prix.

Produit de l'observatoire des prix, ce bouclier édition 2020 n'a pas pu se mettre en place à cause du coronavirus. Le préfet espère qu'il va se fina-

liser au plus vite.

Mais qu'est-ce que cela va changer aux porte-monnaie des classes populaires ?

Rien. Ce n'est pas la limitation des prix que les capitalistes de la grande distribution consentent à garantir sur un an sur 200 produits parmi des milliers d'autres dans les

rayons qui va redonner du pouvoir d'achat aux travailleurs, aux retraités, aux chômeurs qui sont rackettés à longueur d'année et particulièrement pendant cette crise.

La hausse du pouvoir d'achat ils l'obtiendront par l'augmentation des salaires, des retraites et des allocations.

Les conséquences de la baisse du prix du baril pour les peuples des pays producteurs

Avec l'effondrement de la consommation des produits pétroliers découlant de la diminution brusque des échanges de marchandises et des déplacements humains provoqués par le confinement général, décrété suite à l'épidémie de Coronavirus, les prix de vente du baril de pétrole ont chuté de moitié en un mois.

Ceci aura des effets dévastateurs dans nombre de pays producteurs dont le fonctionnement repose en

grande partie sur la vente du pétrole (Algérie, Arabie Saoudite, Irak, Nigéria, Vénézuéla). Victimes déjà en temps ordinaire des échanges inégaux avec les pays riches, la baisse importante de rentrées d'argent va surtout impacter les classes pauvres de ces pays, car il y a tout à parier que leurs classes dirigeantes ne prendront pas sur les richesses accumulées et détournées au détriment des classes populaires pour compenser le

manque à gagner, mais imposeront à ces dernières des augmentations de prix des produits de première nécessité, c'est-à-dire leur feront payer la crise du fonctionnement du système capitaliste mondial.

Souhaitons que les pauvres, les travailleurs de ces pays ne se laissent pas faire et qu'au contraire leur saine colère obligera leurs bourgeoisies à renoncer à de tels projets !

Une nouvelle crise alimentaire en vue ?

Bien qu'il n'y ait aucune baisse de la production de céréales dans le monde – la dernière récolte mondiale a au contraire battu des records avec 2,2 milliards de tonnes – le confinement imposé dans les principaux pays producteurs (USA – Europe – Inde – Thaïlande – Vietnam) et les difficultés d'acheminement d'un pays à l'autre ont créé une réduction artificielle de l'offre sur les marchés d'échange. Le résultat ne s'est pas fait attendre avec une augmentation du prix du riz à 580 € la tonne ce mois-ci contre 380 € en mars 2016 et de celle du blé à 198 € la tonne au lieu de 180 deux ans auparavant.

Les spéculateurs sont passés par

là. Tout est bon pour faire flamber les prix si ces opérateurs financiers ont le moindre doute sur leurs gains escomptés.

Cet emballement des prix sur les marchés d'échange va forcément se traduire sur les prix de la distribution, car chaque intermédiaire continue à vouloir prendre sa part. Peu importe à tous ces parasites que le riz et le blé deviennent inaccessibles pour des milliards d'êtres humains alors qu'ils constituent pour eux la base de leur alimentation. Des populations entières risquent d'être à nouveau victimes de famines comme cela avait été le cas en 2008.

Sont menacées de ce fléau au pre-

mier chef les populations d'Afrique et de Madagascar qui paient ainsi la politique imposée par les anciennes puissances coloniales et poursuivies par les gouvernements africains de substitution des cultures industrielles destinées à l'exportation (huile de palme, arachides, cafés, etc.) aux cultures vivrières.

Voilà les aberrations et les drames auxquels mène le système capitaliste mondial. Les travailleurs et les classes pauvres ont tout intérêt à s'en débarrasser au plus vite et à le remplacer par un système dirigé et planifié par eux-mêmes pour satisfaire leurs besoins vitaux !

Bonnets d'âne pour le gouvernement



La reprise des cours dans les écoles, les collèges et les lycées devrait avoir lieu à partir du 14 mai.

D'après les déclarations de Macron relayées par le rectorat, des mesures devront être prises pour la protection des élèves et des enseignants.

Par quelle magie, le gouvernement va-t-il pouvoir laisser deux mètres entre les tables dans des classes où l'espace est déjà restreint ?

Comment les communes, le Département ou la Région

vont-ils fournir savon et autres produits désinfectants alors que toute l'année il en manque dans les établissements scolaires ?

Comment respecter l'hygiène alors que dans beaucoup d'écoles primaires toilettes et lavabos sont défectueux ?

Il y aura-t-il des masques pour tous ceux qui prennent les transports scolaires. Ceux-ci seront-ils désinfectés comme il se doit ?

Macron et son gouvernement racontent des fables... et pas celles de La Fontaine ! Ils méritent une bonne punition !

École et coronavirus : une absence de moyens encore plus criante

Blanquer, le ministre de l'Éducation nationale, a annoncé le 21 avril devant l'Assemblée ce qu'il appelle un plan pour le retour des jeunes à l'école le 11 mai. Les membres du gouvernement se relaient depuis le 13 avril pour verser des larmes de crocodiles sur les élèves en difficulté, ceux des quartiers et cités pauvres, les 5 % de « décrocheurs ».

Aucun n'a été avare de discours pour justifier une réouverture des établissements scolaires destinée surtout à répondre aux vœux du patronat : les élèves à l'école pour que les parents retournent à l'usine. Mais cela fait des années que tous les gouverne-

ments se désintéressent des conditions dans lesquelles étudient les jeunes, en particulier ceux des classes populaires, car leur objectif est de faire le maximum d'économies.

Il serait question d'une rentrée par classe d'âge. Mais quels moyens seront mis en œuvre pour que tout cela se fasse dans des bonnes conditions sanitaires ? Blanquer a évoqué la possibilité de constituer des groupes de 15 élèves. C'est ce que l'on appelle des « petits groupes » qu'il faudra faire tenir, en maintenant les distances nécessaires, dans des locaux trop souvent exigus.

Le problème des jeunes en diffi-

culté dans leur apprentissage n'est pas nouveau. Le confinement aura aggravé les choses, c'est une évidence. Mais qui a diminué de manière drastique le recrutement d'enseignants, qui a imposé des réformes dont l'objectif est de diminuer le nombre de cours de matières générales en particulier ? Qui a diminué le nombre de conseillers d'éducation, d'orientation, d'assistantes sociales ? Et pourquoi ?

Pour le gouvernement, celui-ci comme ses prédécesseurs, l'éducation n'est absolument pas une priorité en ces temps d'épidémie, pas plus aujourd'hui qu'hier.

Garde d'enfants : les patrons ne paieront plus

À partir du 1er mai, plus de deux millions de travailleurs qui étaient en arrêt maladie pour garde d'enfants, ou parce que des problèmes de santé les rendent vulnérables au coronavirus, vont passer en chômage partiel.

Le gouvernement présente cela comme une mesure en leur faveur. En effet, au bout d'un mois d'arrêt maladie, la règle voudrait que leur indemnisation passe de 90 % du salaire brut à 66 % seulement. En passant sous le régime du chômage partiel que connaissent déjà neuf millions de salariés, leur indemnisation diminuera quand même de façon importante,

puisqu'elle passera à 70 % du salaire brut. Seuls les salariés au smic conserveront 100 % de leur salaire net.

Tant qu'à inventer de nouvelles règles, le gouvernement aurait tout aussi bien pu décider de prolonger à l'identique la situation de ces salariés, voire de maintenir intégralement leur paye.

Par contre, il a trouvé une nouvelle occasion de faire preuve de générosité envers le patronat. En effet, pour les salariés en arrêt de travail, l'assurance maladie paie une indemnité, mais le patron est censé payer un « complément employeur » pour

atteindre 90 % du salaire brut. Avec le passage au chômage partiel, les employeurs ne paieront plus rien. Un cadeau de plus au patronat

Des sacrifices pour qui ?



La Poste : condamnée pour manquement à la sécurité

À la suite d'une action engagée le 24 mars par la fédération SUD des activités postales et des télécommunications devant le tribunal des référés du tribunal judiciaire de Paris contre La Poste, La Poste s'est vu rappeler l'obligation de mettre au point un Document unique d'évaluation des risques, le tribunal lui ordonnant « d'élaborer et de diffuser ce document dans les meilleurs délais ».

C'est dans le cadre de cette instance judiciaire que La Poste a

avoué posséder : « 486 000 lots de 50 masques », soit 24,3 millions de masques, ce qu'elle avait caché au personnel. Quant aux 33 mesures de protection que La Poste prétend avoir prises, reste à voir si elles sont effectives.

Le jugement, lui, affirme que ce qui a été fait jusqu'à présent est insuffisant au regard des risques encourus, et demande que ce Document unique d'évaluation des risques soit élaboré avec « les CHSCT compétents, les organisations syndi-

cales et, dans la mesure du possible, les personnels concernés ». Le « possible », dépendra évidemment de la volonté des militants et des travailleurs combattifs d'évaluer eux-mêmes quels sont les risques et les protections prévues.

Qu'elles vont être les réactions de La Poste et de ses différents responsables intermédiaires ? Plus que sur leur volonté de se conformer au jugement, ce sera aux travailleurs de lutter pour se faire respecter.

Ehpad : mortelle rentabilité

Dimanche 19 avril, l'annonce par le Premier ministre de la possibilité de visiter à nouveau les personnes âgées en Ehpad a suscité l'espoir des résidents et de leurs proches de rompre un isolement moralement douloureux.

Mais pour que l'espoir se concrétise, il faut que les Ehpad disposent des conditions matérielles permettant d'organiser les visites en respectant les mesures de sécurité indispensables. En l'absence de tests, d'équipements de protection et de moyens, il faudra sans doute du temps avant que tous les pensionnaires puissent échapper au confinement total, seule façon de prévenir la contagion.

Cette scandaleuse pénurie de moyens s'ajoute à des conditions préexistantes déjà catastrophiques.

Qu'ils soient publics, privés à but non lucratif ou privés à but commercial, les Ehpad accueillent près de 725 000 résidents dont s'occupent 250 000 travailleurs. Dans le public comme dans le privé, la recherche de rentabilité passe avant les conditions de vie des résidents et les conditions de travail et les payes du personnel. Ces dernières années, les travailleuses des Ehpad ont témoigné dans leurs mobilisations des conditions dans lesquelles elles travaillaient, qualifiant elles-mêmes la situation de « maltraitance institutionnelle ».

Il y a longtemps que l'État se décharge vers le privé de la prise en charge des personnes âgées dépendantes, tout en le finançant, permettant à quelques riches familles et quelques banques et fonds d'in-

vestissement de ramasser des milliards.

Aux tarifs élevés demandés aux résidents et aux payes et moyens minables octroyés aux travailleurs s'ajoute l'aubaine du financement public qui paie une bonne partie des salaires. Cela contribue à faire de la vieillesse un « bon produit d'investissement » comme le constatait avec cynisme la presse économique devant ces résultats.

S'occuper de personnes âgées pour rendre leur fin de vie supportable et digne, devrait être un devoir pour la société et non un « marché de l'or gris ». C'est déjà incompatible en temps « normal », sans épidémie. Avec elle, cela devient un scandale révoltant.

Premier mai : virus ou pas, la journée internationale des travailleurs

Cette année le Premier mai, journée internationale de lutte des travailleurs, se déroulera dans un contexte extraordinaire. Loin de revêtir, comme souvent dans la plupart des pays riches, l'allure d'un cortège à l'appel des organisations syndicales, les mesures de confinement empêcheront vraisemblablement tout rassemblement public.

Et même dans les pays où un pouvoir dictatorial interdit les manifestations ouvrières et leur envoie sa police, le risque réel de contamination se superpose à celui de la répression. Il y a pourtant une urgence.

Depuis que les dirigeants de l'Internationale ouvrière l'ont proclamé en 1889 journée de lutte des prolétaires de tous les pays, le Premier mai est une date importante pour les travailleurs. Férié ou non, avec ou sans autorisation des pouvoirs publics, il est l'occasion d'exprimer leurs intérêts de classe. Il permet aussi d'affirmer la communauté d'intérêts des



travailleurs à l'échelle internationale. Car c'est sur toute la planète que les possédants défendent leurs privilèges et passent à l'attaque. Partout, les capitalistes et les pouvoirs à leur service tentent de longue date d'imposer la baisse du niveau de vie, la précarité. Là où ils existent, les services publics utiles à la population font les frais de leur rapacité.

La crise sanitaire mondiale est étroitement imbriquée avec la crise économique actuelle, où les dirigeants capitalistes et leurs

hommes de main politiques sont à l'offensive pour sauver les profits de leur système mortifère. La journée du Premier mai peut être l'occasion de dire, par tous les moyens, par petits groupes ou par milliers de connectés, visuellement, oralement, aux fenêtres ou sur le web : face au désastre de la gestion capitaliste de la planète, l'alternative appartient à la classe ouvrière, nombreuse, inventive, généreuse, et qui représente une immense force collective.

Amazon : méthodes de requin

Lundi 13 avril, le tribunal judiciaire de Nanterre a ordonné à Amazon de se limiter à la vente de produits essentiels, le temps d'évaluer les risques sanitaires de son activité dans les entrepôts.

Cette décision rend justice aux salariés d'Amazon qui dénoncent depuis des semaines leurs mauvaises conditions sanitaires, notamment au sein des entrepôts où les articles sont stockés, emballés et expédiés. À New York, des travailleurs ont manifesté dans leur entrepôt pour exiger qu'il soit fermé et nettoyé, après que plusieurs salariés ont été testés positifs. En France, des débrayages ont eu lieu et des livreurs ont dénoncé l'explosion des livraisons de produits non essentiels, comme les jeux vidéo ou les vêtements.

Dès l'annonce de la décision du tribunal, Amazon a fait appel. Le lendemain, le géant américain a annoncé la fermeture de ses six entrepôts français pour au moins cinq jours, officiellement pour les nettoyer et



fr.wikipedia.org

évaluer les risques sanitaires. Mais il s'agit surtout d'une tentative de faire pression sur les autorités en procédant à un véritable lock-out. La fermeture des entrepôts lui a aussi permis d'afficher une baisse temporaire de 70 % de son chiffre d'affaires et de bénéficier du chômage partiel pour ses 10 000 salariés de France. Dimanche 19 avril, Amazon a d'ailleurs prolongé de deux jours cette fermeture.

Quant à l'interdiction – provisoire – de vendre ses produits non essentiels, Amazon a déclaré que cette décision ne l'empêcherait pas de continuer à livrer ses clients français via ses entrepôts situés à l'étranger.

La décision de la justice française a eu le mérite d'attirer l'attention sur le cynisme et l'irresponsabilité de ce grand groupe capitaliste. Mais, pour les profits de ses actionnaires, ce n'est même pas une égratignure.

Chez Reshad Gany Industrie

(RGI – fabrication de produits électroniques) sis dans la zone industrielle du Chaudron à Saint-Denis, les employés mis en chômage technique n'ont pas été payés de leur mois de mars. Ils ne savent plus quoi faire, car l'employeur refuse tout dialogue et répute qu'il n'a pas de trésorerie.

Après vérification, il s'avère que l'employeur n'a pas fait les démarches auprès des services de l'Etat pour faire la déclaration de chômage partiel et n'a même pas demandé l'avance de trésorerie à sa banque.

Le 15 avril, les salariés n'avaient toujours pas perçu leurs salaires avec des traites et loyers à payer.

Un exemple parmi d'autres de l'irresponsabilité et de l'égoïsme patronal.

Dans les transports

Dans une entreprise sous-traitante de grosses entreprises telles que GTOI, les salaires n'ont pas été payés pour la période du 15 au 31 mars. L'intervention de la CGTR a permis de faire payer les salaires le jour même.

Dans une entreprise de transport, ce sont des chauffeurs que leur patron oblige à travailler alors même qu'ils les a placés en chômage partiel. Ces salariés, payés au SMIC, travaillent donc gratuit pour leur patron. Il n'y a pas de limites dans la recherche du profit chez les exploitaires.

Chez Discash (Saint-Pierre – grande distribution) : L'ARS si-

gnale à la direction de cette surface commerciale qu'un chauffeur-livreur porteur du Covid 19 a pu contaminer les employés travaillant à la réception des marchandises (Clicanoo du 17 avril 2020).

La direction ne prévient pas ces travailleurs. C'est l'ARS qui les prévient le lendemain du danger et leur demande de se faire tester (2 sur 3 seront négatifs – le dernier attend ses résultats).

La direction du magasin a donc choisi de laisser ces travailleurs continuer de travailler comme si de rien n'était, au risque de contaminer d'autres camarades de travail.

Le profit avant tout, une politique criminelle !

Aide à la personne... et aides au patronat !

Le 15 mars dernier, les représentants du Département de La Réunion et ceux des entreprises d'aide à la personne signaient une convention par laquelle le Département s'engageait à attribuer chaque mois pendant toute la durée de l'épidémie de Coronavirus une aide de 170 euros pour chaque intervenant(e) auprès des bénéficiaires de l'aide à la personne.

Cette aide ne bénéficie en fait pas intégralement aux travailleuses et travailleurs de ce secteur d'activité. En effet sur la somme totale, seuls 100 € leur reviennent, les 70 € restant étant attribués aux entreprises.

Voilà comment les dirigeants politiques des collectivités, sous prétexte de soutenir celles et ceux qui

vont « au feu », continuent en fait à engraisser leurs exploités. Chaque mois ces entreprises qui exploitent pas moins de 5000 salarié(e)s dans l'île, la plupart au Smic et souvent à temps partiel, engrangent donc un énorme pactole pris sur les fonds publics. Où va cet argent public ?

Il ne va ni au mieux-être de nos anciens ni à celui de ceux qui prennent soin d'eux.

Dans le système capitaliste, du berceau au tombeau, les humains sont avant tout un marché pour ne pas dire une marchandise.

Donc quoi d'étonnant à ce que les pouvoirs soi-disant publics incitent des marchands à faire du profit sur le bien public ? Seule une société

mettant toutes ses ressources, ses solidarités, sa générosité, son intelligence au service des besoins humains pourra nous faire passer du règne de la barbarie financière à celui de la satisfaction des besoins de tous.

Et nous en serons là quand nous serons débarrassés du système d'exploitation capitaliste de la planète. Cette révolution incombe aux producteurs de toutes richesses que sont les travailleurs. Et pour y parvenir la conscience de classe et celle de ce que sera une société communiste est nécessaire, est indispensable, elle doit s'incarner dans un parti, le parti des travailleurs.

DANS LE MONDE

Trump-Macron : une polémique antichinoise pour cacher l'essentiel



Wikimedia Commons

« Il y a manifestement des choses qui se sont passées qu'on ne sait pas » a déclaré Macron à un journal britannique, reprenant à son compte les accusations portées par Trump contre la Chine, soupçonnée d'avoir menti depuis le début de la crise.

Aujourd'hui Trump reprend l'idée que le virus aurait été « fabriqué » dans un laboratoire de virologie de Wuhan où aurait eu lieu un accident. Ne reculant devant rien, des officiels américains en sont même à réclamer des « réparations » à la Chine comme celles demandées à l'Allemagne en 1918 au Traité de Versailles...

La polémique a été amplifiée par

les déclarations du professeur Montagnier, prix Nobel français de médecine en 2008 pour ses travaux sur le virus du Sida. Il affirme qu'on trouve dans le Covid-19 des éléments de ce virus, ce qui prouverait une manipulation en laboratoire. Mais pour d'autres virologues cette « preuve » n'en est pas une car l'étude indienne sur laquelle Montagnier s'appuie est tellement contestée qu'elle a été supprimée du site scientifique qui l'avait mise en ligne. D'autres rappellent que Montagnier s'est fait ces dernières années le spécialiste de déclarations provocantes, défendant ainsi la « mémoire de l'eau » ou partici-

pant à la campagne antivaccins en 2017.

Mais aujourd'hui la polémique a d'ores et déjà atteint le but espéré par les Trump, Macron et autres dirigeants occidentaux. Face à une gestion catastrophique de la crise sanitaire dans leurs pays, tout est bon pour parler d'autre chose et pointer du doigt la Chine d'où l'épidémie est partie et qui a bien mieux réussi que les pays occidentaux à en limiter les conséquences, notamment en ce qui concerne le nombre de morts.

Il est bien sûr vrai qu'en Chine l'information est contrôlée et que l'État policier chinois n'hésiterait pas à cacher des informations, tout comme d'ailleurs les gouvernements et les médias occidentaux. Ceux-ci ont pu critiquer les annonces sur le nombre de morts à Wuhan et crier victoire quand la Chine l'a réévalué à la hausse et a dû reconnaître des erreurs et des retards. Mais on les a beaucoup moins entendus, en France par exemple, quand il a fallu attendre des semaines pour connaître le nombre de morts dans les Ehpad.

ÉTATS-UNIS

Démagogie tous azimuts

Des manifestations se sont tenues dans une douzaine d'États américains pour demander la fin du confinement et le redémarrage de l'économie.

Elles ont regroupé au maximum quelques milliers d'automobilistes klaxonnant, et des centaines de manifestants se rassemblant devant le siège des gouverneurs d'États, les capitales. Ce mouvement est encouragé et organisé par des forces politiques réactionnaires, souvent des politiciens républicains qui y ont saisi l'occasion de prendre la parole dans la perspective des élections de novembre prochain.

L'argument principal des manifestants en faveur d'un déconfinement immédiat – au-delà de ceux qui y sont venus pour montrer leurs armes, pour proclamer que « *le confinement c'est le communisme* » ou que « *Jésus sauve, pas la science* » – est que l'économie est en chute libre. Ainsi des petits patrons réclamant la réouverture de leurs commerces se sont érigés en porte-parole des travailleurs ayant perdu leur emploi.

Trump a bien sûr encouragé ces protestations qui taisent le fait que c'est le patronat qui a précipité 22 millions de salariés vers le chômage

en quelques semaines. Pour détourner encore plus l'attention des responsabilités de la grande bourgeoisie dans la crise montante, Trump a aussi décrété un arrêt de l'immigration « *pour sauver les emplois des américains* ».

La Chine, que les démagogues rendent responsable de la pandémie, et les immigrés sont les boucs émissaires d'un capitalisme incapable de lutter contre les conséquences d'une pandémie qui a déjà fait plus de 40 000 morts aux États-Unis.

GUADELOUPE

Pour les ouvriers de la banane, les conditions de travail aggravées

Depuis le 17 mars, début du confinement, en Guadeloupe les planteurs obligent les ouvriers à continuer le travail sur les plantations. Ils n'ont pas peur du ridicule en affirmant que l'exportation de banane dessert est « *vitale pour la nation* » !

Ces « *grands sauveurs de la nation* », en réalité sauveurs de leurs profits, ont été démasqués par les travailleurs qui ont protesté contre la poursuite de l'activité et les conditions d'hygiène propices à la propagation du virus.

Ce n'est qu'après plusieurs débrayages que certains gros planteurs ont daigné fournir du gel hydroalcoolique, des gants et des masques bas de gamme. Ces masques antipoussière jetables ne garantissent aucune norme de protection et glissent sur le visage des ouvriers. Quant aux gants en latex, ils sont inadaptés aux travaux agricoles et se déchirent rapidement. Récemment, les planteurs ont fourni une prétendue nouvelle protection, la visière, qui est elle aussi inadaptée aux conditions extérieures difficiles des plantations.

La réalité est qu'il n'est pas pos-



sible de respecter les « *mesures barrières* » dans les plantations. Pour la récolte, au moins deux travailleurs proches l'un de l'autre sont nécessaires pour la coupe et la récupération des régimes de banane. Pour d'autres travaux dangereux comme la pose des « *cirés* » (sacs en plastique enveloppant les régimes de bananes), le respect de la distanciation sociale aggrave les risques pour les travailleurs qui se trouvent isolés dans les parcelles. Dans les hangars, la promiscuité et l'insalubrité règnent.

Comment les planteurs qui « *en temps normal* » mettent en danger la

vie des ouvriers avec les pires conditions de travail pourraient-ils garantir leur sécurité aujourd'hui ? Ce serait rêver !

Depuis le début du confinement, les ouvriers ne se laissent pas faire. Ils refusent de se mettre en danger pour un travail non essentiel à la société. Certains, comme sur la plantation SA Bois-Debout, font valoir leur droit de retrait.

(Extrait de la Lettre d'information de nos camarades de Combat ouvrier (UCI) du 18 avril)

STC : suspendus pour avoir voulu se protéger !

Vendredi 3 avril, les ouvriers de l'entreprise State Trading Corporation employés à décharger les sacs de farine sur le port de Saint Louis ont cessé le travail estimant que les distances de sécurité entre travailleurs n'étaient pas respectées et voyant que les aide-chauffeurs des camions à charger ne portaient pas de masques.

Ils ont ajouté dans leur intervention qu'ils travaillaient en nombre ré-

duits, à 40 au lieu de 150, au déchargement du fret en cette période de confinement et que le travail était assez pénible comme cela pour qu'en plus ils ne prennent pas de risques inconsiderés pour leur santé et celles de leurs enfants.

La réponse de leur patron ne s'est pas fait attendre. Il a fait appel à une douzaine de paramilitaires de la Special Mobile Force (section de la police destinée à assurer la « sécurité

intérieure et extérieure de Maurice ! Force créée à l'origine par l'ancienne puissance britannique...) que le gouvernement s'est empressé de leur dépêcher pour remplacer les ouvriers récalcitrants au prétexte que ces derniers se seraient rendus coupables d'un « gross misconduct » (faute grave), les menaçant de surcroît de sanctions disciplinaires ! La bourgeoisie mauricienne, comme toutes les autres, fait passer la santé de ses

MADAGASCAR

Des enfants doublement victimes de la misère

D'après l'Unicef, quelque 1052 enfants sont en détention à Madagascar

En temps « normal » les conditions d'incarcération au niveau de l'infrastructure, de l'hygiène et de l'alimentation sont déplorables et en surpopulation.

Avec l'épidémie de coronavirus qui sévit aussi dans la grande île, les risques de propagation du Covid-19 sont évidemment très élevés et les soins sont quasi nuls.

Selon l'Unicef, la meilleure

manière d'éviter un drame serait que ces enfants qui sont plus victimes que coupables, recouvrent leur liberté. Mais qui les soignera ? Dans un pays où la misère héritée du colonialisme est perpétuée par une classe politique corrompue, c'est toute la population qui est sans cesse au bord du gouffre.

La crise sanitaire provoquée par le coronavirus met en évidence l'urgence d'un changement révolutionnaire de la société, partout dans le monde.



ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:

.....

Prénom :

.....

Adresse:

.....

.....

Ci-joint par chèque la somme deeuros

Pour nous contacter :

Lutte ouvrière

BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

e-mail :

contact@lutte-

ouvriere-ile-de-la-reunion.org



Impression spéciale *Lutte ouvrière*

Commission paritaire n°

1019C85576

Directeur de publication : Didier

Lombard

Tirage : 100 exemplaires

ISSN : 2552-7282